



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

08/10/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 300 du 08 octobre 2026.

300 numéros du Recosoc au service de la lutte de classe

Le premier numéro du Recosoc est daté du 14 au 18 mai 2018. Dans ce format, Il a été réalisé régulièrement jusqu'au 1^{er} janvier 2022 et à partir de cette date, où il prend le N°1, il est publié régulièrement. Il existe 50 numéros identifiés jusqu'au N°51 paru le 4 janvier 2022. La régularité est continue jusqu'à aujourd'hui N°103 le 2 janvier 2023; N° 155 le 1^{er} janvier 2024 ; N°208 le 1^{er} janvier 2024 et enfin le N° 260 le 2 janvier 2026. Nous en sommes aujourd'hui au numéro 300 de la semaine du 9 au 16 octobre 2026.

Le premier numéro publié sur le site est le N°13 du 14 avril 2021 (Communistes-Hebdo N° 712)¹ Depuis, le Recosoc est publié sans interruption avec le Communistes-Hebdo. En publiant ce bref rappel, nous voulons à la fois rendre hommage à notre camarade Pierre Fabre initiateur de ce Recosoc, aux camarades ayant pris la relève et tout particulièrement à notre camarade Christian Poix, à toute l'équipe de militants qui semaine après semaine réalise le Recosoc et à tous nos correspondants qui alimentent les rubriques par leurs informations et leurs analyses. Le Recosoc n'est pas un simple reflet de la lutte de classe, il se veut un outil au service de cette lutte et avec votre appui il continuera sa tâche militante. Voilà le sens que nous devons donner à la sortie de ce 300^{ème} numéro.

Le comité de rédaction du Recosoc.

6 octobre : 500.000 manifestants en France : une jeunesse en première ligne pour vivre pleinement sa vie !



EDITO :

Le mouvement des lycéens et étudiants par son contenu revendicatif concret, par son ampleur et la charge d'exigences d'une société leur réservant un autre avenir que celle de chair à canon, bouscule profondément le bel ordonnancement politicien. La jeunesse en exprimant sa légitime soif de vivre, en exigeant les moyens pour réaliser son émancipation a mis à nu le Roi qui pensait pouvoir contre les travailleurs, le peuple et la jeunesse imposer une purge austéritaire sans que la révolte ne gronde. Le pouvoir du capital est à l'os, il ne veut ni ne peut rien lâcher qui ne porte atteinte aux privilèges du capital. Ainsi, tout le monde est au pied du mur. Il n'y a pas de

voie autre que le renforcement de la répression pour rester dans les clous des exigences du profit capitaliste. Tout rafistolage de droite ou de gauche ne peut qu'aggraver la crise profonde, économique, sociale et politique qui ronge notre société. C'est pourquoi nous posons avec gravité cette question simple: n'est-il pas temps de créer les conditions économiques, sociales et politiques pour enfin se débarrasser de cette société capitaliste finissante n'offrant comme perspective uniquement celle de la guerre ? Dans notre tract de septembre, nous écrivions : "transformer le mécontentement social en soulèvement anti-capitaliste", nous persistons et signons !

Sommaire :

Luttes

- *La jeunesse en première ligne des luttes bouscule le bel ordonnancement politicien*
- *La mobilisation des électriciens et gaziers a fait reculer le gouvernement*
- *Ils sont les premiers remparts de la prise en charge des patients : au centre hospitalier de Montauban : des agents de service poursuivent la grève*
- *6 octobre, 14 octobre : les retraités dans l'action pour leurs droits*
- *Fonderie de Bretagne : action à une semaine de l'audience du tribunal de commerce*
- *Port et docks appel à la grève le 30 octobre*
- *Cheminots : Pas de salaire sur voie de garage*
- *Plainte contre le Conseil Départemental du 94 : Une procédure inédite*
- *Grève à l'Impérator de Nîmes : nouvel échec des négociations*
- *Une centaine de salariés occupent le siège de Sodexo à Guyancourt*
- *Legrand : des actions sur les sites de Châlus et Confolens*
- *Cintegabelle (Haute Garonne) contre la fermeture du centre d'exploitation des routes*
- *Vierzon : des débrayages chez Durkopp*
- *Manifestation des salariés de Sibanye Stillwater à Sandouville*
- *Mulhouse : deux semaines de chômage technique chez Stellantis*
- *Débrayage chez GE Vernova de Loire-Atlantique*
- *Becton Dickinson : la grève se poursuit, des débrayages appelés à se multiplier*
- *Ras-le-bol dans cet Ehpad de Sarthe : une grève annoncée le 8 octobre*
- *En grève illimitée à Roscoff, des salariés de la Fondation Ildys réclament une revalorisation des salaires*

Dossiers ; Économie

- *Le keynésianisme est-il mort ?*
- *La Banque de France félicite Macron*
- *CNRS : austérité et blocage des chèques vacances*
- *Hausse des factures de gaz au 1^{er} octobre*
- *Fibre excellence : les représentants syndicaux ont proposé un plan pour la reprise de l'activité sur le site de Tarascon*
- *La pauvreté en hausse*
- *Système de retraite français : une étude récente révèle des disparités considérables entre les bénéficiaires*
- *INSEE : confirmation de la hausse des prix*

International ; Solidarité internationaliste

- *Mois contre l'armement d'Israël*
- *Parti Communiste de Grèce (KKE) : Rubio n'est pas le bienvenu en Grèce*
- *Bas les pattes devant le parti Communiste du Mexique*
- *La jeunesse communiste de Grèce (KNE) soutient les luttes des lycéens et étudiants en France*
- *Crise du logement : énorme manifestation en Espagne*
- *Solidarité avec Cuba : Une délégation du syndicat indien CITU s'est rendue à Cuba*
- *Italie : grève dans le secteur des transports*
- *Taïwan : les salariés d'une usine Micron votent pour une grève*
- *Fin de la grève à Airbus Espagne : ce qui a été obtenu l'a été par les mois de grève historique*

Luttes

La jeunesse en première ligne des luttes bouscule l'ordonnancement politicien

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/4148-le-6-octobre-un-succes-qui-en-appelle-dautres>

Jeunesse : La France n'est pas un cas isolé

En Allemagne des dizaines de milliers d'élèves et d'étudiants sont en lutte, le 25 septembre plus de 100 manifestations sous le slogan « les riches veulent la guerre la jeunesse veut un avenir ». 80 % des jeunes Allemands sont opposés à la nouvelle obligation militaire.

En Belgique manifestation de la jeunesse contre le budget d'austérité belge. A Liège lycées fermés, 49 arrestations à Charleroi

En Italie la protestation prend de l'ampleur après un décret de Meloni, pas plus de 30 % d'étrangers dans une classe : immigrés et enfants nés en Italie de parents étrangers.

En Inde 4 jours de manifestation ininterrompues, ici aussi la jeunesse est dans la rue arrestation de 1.500 universitaires

La mobilisation des électriciens et gaziers a fait reculer le gouvernement

Depuis juillet, les fédérations FNME-CGT, FCE-CFDT, CFE Énergies et FO Énergie n'ont cessé d'exiger du Gouvernement qu'il renonce à toute remise en cause du tarif agent menacé par l'injonction de la Procureure de la Cour des comptes. Elles ont aujourd'hui obtenu gain de cause. Après de multiples échanges avec le cabinet du Premier Ministre, le Gouvernement a fini par entendre. Celui-ci a en effet adressé aux fédérations syndicales un courrier où il s'engage à « aucune évolution ayant un impact sur les agents actifs et retraités, tant d'un point de vue fiscal que social ». Ce recul n'est pas une concession. Le résultat direct de la mobilisation historique du 15 septembre, de l'unité sans faille de l'Interfédérale et de la détermination des salariés et retraités des Industries Électriques et Gazières, ont montré qu'ils ne laisseraient pas remettre en cause leur contrat social. Ce succès appartient d'abord aux salariés et aux retraités. Partout sur le territoire, ils se sont mobilisés pour défendre un droit dont chaque génération d'électriciens et de gaziers est à la fois héritière et garante. Il appartient aussi à l'unité de l'Interfédérale : les quatre fédérations représentatives ont tenu une ligne commune depuis le début, sans jamais accepter de négocier sous la menace. La pression de l'ultimatum des 4 fédérations, appuyée par des bases organisées sur tous les sites, a contraint « Matignon » à répondre. Compte tenu des engagements obtenus, l'Interfédérale suspend son appel à durcir le mouvement à partir du 6 octobre. Néanmoins la vigilance reste de mise. Les garanties annoncées doivent être respectées sans ambiguïté et de façon durable. Les concertations de branche annoncées dans le courrier devront être mises sous surveillance des agents, le moment venu. Le pays demande toujours plus aux électriciens et gaziers face aux tensions sur les prix, sur la sécurité d'approvisionnement ou lors des événements climatiques. Leurs droits statutaires sont régulièrement présentés comme des privilèges, ce n'est plus acceptable. Les électriciens et gaziers ont montré la force de leur engagement collectif. Ils sauront la faire vivre à nouveau si nécessaire.

Ils sont les premiers remparts de la prise en charge des patients : au centre hospitalier de Montauban: des agents de service poursuivent la grève



Pas d'issue en vue pour les agents du service hospitalier (ASH) de Montauban dont certaines sont en grève depuis le 26 septembre 2026. La réunion de crise organisée le lundi 5 octobre 2026 n'a pas permis de rapprocher les positions avec la direction. Nous avons été reçus par notre direction, mais pour une réunion de "réorganisation" à effectifs constants ! Notre 1ère revendication est de pouvoir bien travailler, en respectant les organisations de travail avec les soignants, en respectant les protocoles d'hygiène hospitalière, en respectant les patients que nous côtoyons tous les jours, en respectant nos missions, en respectant la qualité de notre travail essentiel en milieu de soin et surtout en respectant notre éthique et notre attachement au Service Public Hospitalier... Notre revendication de + 3 ETP pour réaliser plus de + 3000m² est juste et légitime pour que nous puissions encore remplir nos missions correctement. Pour GAGNER => Restons MOBILISÉS ET SOUDÉS...

6 octobre, 14 octobre : les retraités dans l'action pour leurs droits

Au moment où le pouvoir et les patrons veulent tondre la laine sur le dos des retraités afin d'alimenter les caisses de la spéculation et du patronat, leurs luttes prennent tout son sens pour garantir leurs droits et leurs conquêtes sociales. Ainsi, le 6 octobre, à l'appel de l'USR-CGT Paris des dizaines de retraités sont-ils venus interpellier et

chercher des réponses aux questions qu'ils posent depuis longtemps à la ville de Paris à propos des problèmes de santé et de logement. Cette initiative se tenait au moment de la session du conseil municipal, elle a permis un dialogue direct avec un représentant de la majorité municipale. Le secrétaire de l'USR-CGT Paris dans son intervention a insisté sur le fait que les retraités n'attendent pas des promesses mais des actes concrets. Il a ensuite appelé à rejoindre la manifestation des lycéens et des étudiants à la République. Le 14 octobre, la CGT-retraités appelle les salariés et les retraités à manifester à 12h00 place de la Bastille pour aller en manifestation au siège de l' Aggirc-Arrco où seront déposées les cartes pétitions réclamant une augmentation des retraites après deux années sans revalorisation. Les retraités exigent une revalorisation immédiate de 5%, 1% de rattrapage pour 2025, 2,6% pour maintenir le pouvoir d'achat en 2026 et 2% d'augmentation dans le cadre d'un rattrapage des 10% de perte depuis 2020

Fonderie de Bretagne : action à une semaine de l'audience du tribunal de commerce

La Fonderie de Bretagne est placée depuis juillet 2026 en redressement judiciaire. Les salariés sont inquiets au sujet de leur emploi mais aussi pour leur salaire dont le paiement apparaît incertain. Ils sont aussi inquiets du fait du manque d'informations sur un repreneur éventuel. Le tribunal de commerce doit se réunir mi-octobre afin d'examiner les offres de reprise. Il est possible qu'à cette occasion, une demande de report soit examinée, permettant d'avancer dans les négociations pour une reprise de l'entreprise. De ce fait, les salariés se sont mobilisés le 6 octobre menant une action au rond point de Kerpont à Lanester. Pour soutenir les salariés, vous pouvez participer à la cagnotte « *Soutien CGT Fonderie de Bretagne* », en envoyant vos dons au Syndicat CGT Fonderie de Bretagne-1075 Rue Daniel Trudaine, 56850 Caudan ou via leur cagnotte Leetchi : <https://ift.tt/TQpSesk>

Port et docks appel à la grève le 30 octobre

A la suite de la troisième rencontre internationale des syndicats de dockers et de travailleurs portuaires de la Méditerranée et de l'Europe, tenue à Istanbul en mai 2026, les syndicats participants ont lancé une journée d'action internationale commune pour le 30 octobre 2026. La réunion s'est concentrée sur la lutte contre les guerres, le génocide et les agressions militaires, tout en abordant les défis auxquels sont confrontés les dockers et les travailleurs portuaires, notamment en matière de salaires, de conditions de travail, de projets d'automatisation et de santé et sécurité au travail. Les organisations participantes — CGT Ports et Docks (France), ENEDEP (Grèce), LAB (Pays basque), Liman-İş (Turquie), ODT (Maroc) et USB (Italie) —, représentant des travailleurs de plus de 40 ports méditerranéens et européens, appellent les dockers et les travailleurs portuaires à se mobiliser ensemble le 30 octobre 2026. Cette mobilisation s'appuie sur la Déclaration d'Istanbul, adoptée à l'unanimité par les organisations participantes et désormais pleinement soutenue par ORSA Porti de Gioia Tauro (Italie), ayant rejoint notre réseau international. La déclaration formule les revendications suivantes : L'arrêt immédiat du génocide du peuple palestinien et la reconnaissance d'un État palestinien indépendant, reconnu par la communauté internationale, dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale. La fin des guerres d'agression américano-israéliennes en Asie de l'Ouest et contre l'Iran, ainsi qu'une solidarité totale avec les peuples de Cuba, du Venezuela et du Soudan, tout en soutenant le droit de tous les peuples à résister à l'occupation et à disposer d'eux-mêmes. Les ports ne doivent pas être utilisés pour le transport d'armes, de munitions, d'équipements militaires ou de troupes à destination de zones de guerre. Ils ne doivent ni devenir des bases militaires pour l'OTAN, les États-Unis ou l'Union européenne, ni servir d'outils aux armateurs et aux groupes monopolistiques. Non à l'économie de guerre, aux plans de réarmement gouvernementaux et au projet de militarisation des ports et des infrastructures stratégiques de l'UE. Les ressources publiques doivent servir à répondre aux besoins sociaux des populations, et non à financer la guerre. Les conventions collectives doivent garantir des augmentations de salaires réelles, la sécurité de l'emploi, une réduction du temps de travail et des dispositions équitables en matière de retraites. Le progrès technologique, la mécanisation, l'automatisation et l'intelligence artificielle ne doivent pas servir à supprimer des emplois ou à porter atteinte aux droits des travailleurs. Les dockers et les travailleurs portuaires disent NON à l'automatisation. Le 30 octobre, toutes les actions convergeront dans le cadre d'une lutte internationale commune visant à mettre fin aux guerres, au génocide et à la militarisation des ports — à un moment charnière de l'histoire — tout en défendant les droits des travailleurs et l'amélioration des conditions de travail. Chaque syndicat déterminera la forme de mobilisation la plus appropriée en fonction de sa situation nationale, s'agissant de la grève ou d'un engagement commun à empêcher le chargement de cargaisons synonymes de mort et de destruction. Les syndicats signataires de la Déclaration d'Istanbul appellent TOUS les syndicats de dockers et de travailleurs portuaires à se joindre à cette mobilisation internationale. Nous sommes prêts à rencontrer des collectifs de dockers et de travailleurs portuaires d'autres ports souhaitant s'associer à cette lutte commune. CGT FNPD (France) – ENEDEP (Grèce) – LAB (Pays basque) – LIMAN-IS (Turquie) – ODT (Maroc) – ORSA Porti (Italie) – USB (Italie)

Cheminots : Pas de salaire sur voie de garage

Dans un communiqué commun, la CGT, la CFDT et l'UNSA, se positionnent sur les questions salariales. Faisant d'abord le constat de la dégradation du pouvoir d'achat du fait des augmentations dans de nombreux domaines, le communiqué indique qu'à la SNCF le compte n'y est pas : " Réuni le 22 septembre à la SNCF, l'Observatoire de la rémunération a confirmé ce que les fiches de paie disent déjà : pendant que les prix prennent de la vitesse, les salaires restent à quai. Mois après mois, l'écart se creuse et le niveau de vie des cheminotes et des cheminots poursuit sa sortie de voie." Les trois organisations demandent des augmentations générales dès maintenant, des primes de travail revalorisées, une indemnité de résidence à la hauteur et un vrai 13^e mois. Le communiqué appelle les cheminots à se tenir prêts à l'action.

Plainte contre le Conseil Départemental du 94 : Une procédure inédite

Le 22 septembre 2026, la CGT et l'UGICT-CGT du Conseil Départemental du Val-de-Marne conjointement avec les autres organisations syndicales FSU et CFDT, ont déposé plainte contre leur employeur·euse. Les motifs de la plainte sont : « harcèlement moral institutionnel, obstacle à la transmission de signalements, abus d'autorité par mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi et de discrimination commise par personne dépositaire de l'autorité publique, au titre du signalement, d'homicide involontaire et de mise en danger de la vie d'autrui ». La Fédération des services publics CGT apporte son soutien et témoigne toute sa solidarité à l'ensemble des personnels du Conseil Départemental du Val-de-Marne dans la lutte engagée. Elle dénonce cette situation qui démontre de grandes similitudes avec le dossier France Télécom. Cette plainte a été déposée dans le cadre d'un mouvement initié depuis plusieurs années au sein de la collectivité pour alerter sur les choix politiques et budgétaires de la majorité. Ces derniers ont engendré des réorganisations de services en cascade (21 en 2025, 23 pour le moment en 2026), de multiples fermetures de services (Espace d'insertion, crèche...), des suppressions de postes (475 depuis 2024) et l'ancrage d'un management vertical, inadapté et violent. Ce management autoritaire a eu pour conséquence de nombreux départs de la collectivité, un nombre conséquent d'arrêts maladie et 3 suicides. Du jamais vu pour cette collectivité de 7 600 agent·es. Malgré les multiples actions engagées, l'employeur·euse ne respecte pas ses obligations en matière de santé et sécurité, s'enferme dans le déni de la dégradation de l'état de la collectivité et continue son démantèlement des services. Si cette procédure est inédite, elle n'est pas une finalité mais s'inscrit dans la continuité de la mobilisation. Les personnels sont d'ores et déjà appelé·es à se mobiliser le 29 septembre, pour la défense de la Fonction publique et les rémunérations. Ils et elles se réuniront prochainement pour construire un mois d'octobre d'actions en appelant notamment les usager·ères à les soutenir. La Fédération CGT des Services publics rappelle, qu'à l'approche de l'examen des PLF et PLFSS, le gouvernement doit prévoir les financements nécessaires pour la Fonction publique, la revalorisation du point d'indice, l'augmentation des effectifs et titularisations, la lutte contre la souffrance au travail. Le CD 94 n'est pas la seule collectivité à connaître ce type de situation. La Fédération CGT des Services publics demeurera aux côtés des personnels du Val-de-Marne et de leurs organisations syndicales afin de faire respecter les droits des agent·es, préserver leur santé et obtenir les moyens nécessaires au bon fonctionnement du service public.

Grève à l'Impérator de Nîmes : nouvel échec des négociations

Le conflit entre les femmes de chambre de l'hôtel Impérator à Nîmes et sa direction se poursuit. L'acte II des négociations a duré un quart d'heure ce mardi 29 septembre 2026². "Nous avons claqué la porte. On nous a proposé une augmentation de salaire de 1% pour l'ensemble des salariés. Cela est inférieur à la revalorisation du SMIC le 1er janvier 2027. On nous prend pour des cons", lance David Goslin, délégué CGT.

Une centaine de salariés occupent le siège de Sodexo à Guyancourt

Une centaine de travailleurs occupe le siège Sodexo France à Guyancourt. Les salariés de Sodexo, avec l'appui de la Fédération CGT Commerce et Services et l'Union Départementale CGT des Yvelines³, occupent le siège France de Sodexo. Déterminés à gagner, elles et ils ont décidé de se battre pour obtenir le retrait du plan de licenciement. La Fédération CGT Commerce et Services et l'UD CGT 78 ont décidé de donner de la visibilité aux problématiques et aux revendications des travailleurs de ces secteurs d'activité. Les militant·es occupent actuellement le siège social de Sodexo de Guyancourt.

Les salariés exigent :

- L'annulation du Plan de Licenciements visant 1097 emplois !
- L'augmentation des salaires !
- L'arrêt immédiat des licenciements abusifs !

Legrand : des actions sur les sites de Châlus et Confolens

Les syndicats du groupe Legrand basé à Limoges (Haute-Vienne) ont appelé les salariés des sites de Châlus et Confolens (Charente) à des actions simultanées lundi 5 octobre, afin de peser sur les négociations se tenant dans le cadre du PSE qui prévoit les fermetures de ces deux sites.

Une quarantaine de salariés de l'entreprise Legrand ont manifesté devant l'entrée du site de Confolens, le lundi 5 octobre, pour faire pression avant cette réunion avec la direction. *"Des chiffres records mais quel avenir pour les salariés"*, pouvait-on lire sur une pancarte, enchaînée sur la grille de l'usine. *"Quand on voit que Legrand annonce des bénéfices records, et qu'on voit que notre site est viable, c'est encore plus compliqué à avaler pour les salariés"*, regrette Fabrice Hiver secrétaire de la CGT chez Legrand.

Cintegabelle (Haute Garonne) contre la fermeture du centre d'exploitation des routes

Une trentaine d'agents du département de la Haute-Garonne se sont rassemblés le lundi 5 octobre devant le centre d'exploitation des routes de Cintegabelle, au sud de Toulouse. Une mobilisation pour protester contre la fermeture prochaine du centre et la mutation de cinq agents. Ce centre a pour mission de sécuriser une centaine de kilomètres de routes départementales. Cinq agents en poste dans ce centre appartenant au Conseil départemental devraient être mutés dans d'autres centres, à Nailloux ou à Miremont. Leurs collègues d'autres centres sont venus les soutenir dans leur grève ce lundi matin

Vierzon : des débrayages chez Durkopp

Durkopp (ex JTEKT, ex Koyo) est spécialisée dans la fabrication de roulements à billes et à aiguilles pour l'automobile et l'aéronautique. L'entreprise a été rachetée depuis un an seulement par un fonds d'investissement, Aequitia, qui a annoncé 52 licenciements sur les 115 de l'usine. Les discussions bloquent comme souvent sur le montant des primes de départ. La direction a proposé une prime de 10.000 euros, plus 200 euros par année d'ancienneté. L'intersyndicale réclame plus du double.

Manifestation des salariés de Sibanye Stillwater à Sandouville

Une centaine de personnes se sont rassemblées, le lundi 5 octobre 2026 à quelques dizaines de mètres de l'usine Sibanye Stillwater à Sandouville (Seine-Maritime), afin de demander le retrait du projet de fermeture du site spécialisé dans le raffinage de nickel. Une matière utilisée pour les composants électroniques, servant notamment à fabriquer des batteries pour le secteur automobile, de l'aviation ou encore dans les téléphones portables.

Mulhouse : deux semaines de chômage technique chez Stellantis

Une partie des salariés de l'usine Stellantis à Mulhouse seront au chômage partiel du 15 au 30 octobre, a annoncé le constructeur. Le site va tourner au ralenti suite à la fin de la production des modèles Peugeot 308 et 408. D'autres sites seront sur pause à cause d'une pénurie de batteries. Une partie des lignes de l'usine Stellantis de Mulhouse va être mise à l'arrêt pendant deux semaines, du 15 au 30 octobre. Cela concerne l'unité terminale sauf la partie forge, ferrage et mécanique. L'organisation du travail sera également modifiée en janvier prochain, avec une baisse de production pour l'équipe d'après-midi.

Débrayage chez GE Vernova de Loire-Atlantique

Les salariés de GE Vernova (anciennement General Electric) multinationale américaine spécialisée dans l'énergie à Montoir-de-Bretagne attendaient des engagements fermes en faveur de la pérennisation du site de production. Au cours d'une réunion du CSE mardi 29 septembre 2026, la direction les a seulement assuré que les salaires seraient maintenus jusqu'en septembre 2028. *« On pense qu'ils achètent du temps »*, réagit un élu de la CFE-CGC. Pas de nouvelle grosse commande dans les tuyaux, donc, juste une production prévue de s'étaler jusqu'à fin 2027... alors que l'éolien en mer constitue une priorité. Pour 2026 le groupe table sur des revenus dans la fourchette de 44 à 45 milliards de dollars, contre 41 à 42 milliards annoncés précédemment. A plus long terme, il prévoit un chiffre d'affaires de 56 milliards de dollars en 2028, contre 52 milliards auparavant... Aux États-Unis, l'administration Trump est résolument opposée à l'éolien.

Becton Dickinson : la grève se poursuit, des débrayages appelés à se multiplier

Les quelque 250 salariés sont en grève chez le fabricant de matériel médical. Les salariés mobilisés depuis le 10 septembre ont décidé de poursuivre leur mouvement. À l'origine de la colère : les négociations annuelles obligatoires (NAO) n'aboutissent toujours pas... Une semaine après les ultimes propositions de leur direction dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), applicables au 1er janvier 2027, le bras de fer engagé par les salariés de Becton Dickinson va finalement continuer.

Ras-le-bol dans cet Ehpad de Sarthe : une grève annoncée le 8 octobre

Depuis au moins deux semaines, les deux ascenseurs de l'Ehpad de la Dive, à Mamers (Sarthe), sont en panne, totalement hors service. Salariés et résidents dénoncent des conditions de travail et de vie dégradées. Une mobilisation est prévue afin de dénoncer cette situation : jeudi 8 octobre 2026. Pour le personnel, cette panne complique le quotidien. Ces appareils datent de la création de l'établissement il y a plus de trente ans. Le syndicat Force Ouvrière (FO) dénonce le fait qu'une enveloppe budgétaire prévue en 2022 pour leur rénovation ait été réaffectée à d'autres dépenses. Ne pouvant plus monter les chariots médicaux, les infirmières distribuent les traitements directement sur des plateaux, augmentant considérablement la pénibilité et le risque d'erreur médicale. Inquiétude pour les urgences : l'impossibilité d'évacuer rapidement un résident en cas de problème médical grave inquiète fortement les équipes soignantes.

En grève illimitée à Roscoff, des salariés de la Fondation Ildys réclament une revalorisation des salaires

A Roscoff (Finistère), la fondation Ildys n'est pas habituée aux arrêts d'activités pour des revendications des personnels. Un préavis de grève illimité, lancé mardi 6 octobre 2026, coïncide avec les négociations annuelles obligatoires (NAO) et la période d'évaluation qualité. Plus de 150 personnes munies de pancartes revendiquant des hausses de salaires, des drapeaux aux couleurs de Sud Santé Sociaux, la présence de représentants d'usagers et de patients : cette journée restera dans les annales de la fondation Ildys.

Dossiers ; Économie

Le keynésianisme est-il mort ?

« Le keynésianisme est-il mort ? » c'est la question que s'est récemment posée l'ancien économiste en chef de la Banque d'Angleterre, Andy Haldane, dans une tribune publiée par le Financial Times. Sa réponse à cette question est très claire ; s'il n'est pas mort, il est en bout de course.

Ici Andy Haldane parle de la théorie de Keynes selon laquelle la solution à la stagnation et la récession économique est d'augmenter les dépenses dans le secteur public pour ensuite relancer « le dynamisme du secteur privé et, par conséquent, la croissance ». Mr. Haldane défend au contraire l'idée suivante : l'État doit économiser sur les dépenses publiques et augmenter les impôts c'est-à-dire créer une politique d'austérité pour aider à payer la dette de l'état.

Michael Roberts, quant à lui répond d'abord en expliquant que les dépenses dans le secteur public n'entraînent pas la plus grande montée de la dette. En effet, celles-ci représentent un pourcentage minimal du PIB des pays de l'OCDE (en 1960 à peu près 10%, aujourd'hui approximativement 20%) et en excluant les retraites et les dépenses de santé elles ne dépassent pas les 10% (plus proche de 6,5%). Ce sont plutôt les crises financières de nos économies capitalistes qui font augmenter la dette des pays, explique-t-il que ce soit dans les déficits budgétaires annuels ou durant les grandes crises telle celle de 2008-2009 ou la pandémie de Covid-19. En effet, durant ces crises, les États ont tendance à dépenser sans compter pour aider les institutions financières et les grandes entreprises.

Il ne s'arrête pas là, en effet, si l'austérité ne nous sauvera pas, la doctrine keynésienne ne nous emmènera pas non plus très loin. L'on retrouve dans la théorie marxiste l'idée que la rentabilité du capital est la seule chose qui importe dans une économie capitaliste comme la nôtre. La seule chose stimulant véritablement la croissance c'est « l'investissement dans les secteurs productifs » c'est-à-dire l'augmentation massive des rendements du secteur capitaliste, et en retour ce qui entraîne l'investissement dans les secteurs productif c'est l'augmentation de ces rendements. Comme un serpent se mordant la queue, c'est une boucle sans fin.

Le secteur capitaliste contribue entre 15 et 18% du PIB à l'investissement contre les 3% de l'investissement public, cela donne un avantage clair aux voix capitalistes. L'augmentation de la dette publique, peuvent ils clamé, entraîne des récessions et affirment que seules des politiques d'austérités peuvent régler le problème. Tout cela alors qu'il est transparent que ce sont les boucles sans fin d'endettements des États et de crises du système capitalistes en résultant sont à l'origine des dettes publiques importantes.

Sans nationalisation des entreprises et des banques (pour donner à l'investissement public un avantage) rien ne changera et l'austérité restera la politique de nos gouvernements capitalistes.

La Banque de France félicite Macron

Un article d'Elucid du 28/09/2026 nous apprend, dans son Bulletin de mai-juin 2026 ceci, la Banque de France apporte son satisfecit aux gouvernements Macron et Hollande puisque de 2015 à 2025, ces gouvernements ont fait baisser le chômage dit « structurel » de 1,3%.

Cette réussite serait le fruit des réformes du marché du travail, à savoir la loi Travail de Hollande, les ordonnances Travail de Macron, les réformes de l'assurance chômage ou encore l'apprentissage. Et plus largement l'ensemble des politiques permettant aux capitalistes d'engranger davantage de plus-value sur le dos des travailleurs actifs ou retraités.

Extraits :

La Banque de France se réjouit : les ordonnances Travail auraient « *plutôt réduit le travail de négociation des salariés vis-à-vis de leurs employeurs* ».

Commentant la réforme de l'assurance chômage, la Banque de France, là encore, s'exprime sans retenue : « *une partie des [chômeurs] augmentera son effort de recherche d'emploi ; certains accepteront des emplois correspondant un peu moins à leurs critères de recherche ou légèrement moins rémunérés* ».

Quant au chômage « structurel », censé baisser, son mode de calcul par la Banque de France est on ne peut plus opaque. Expliqué en annexe, il s'agit d'une variable « *inobservable* » (sic) pouvant être « *estimé de différentes façons par les institutions économiques* ». Rien de sérieux dans ce calcul donc, sinon la conviction résolument orientée de leurs auteurs en faveur des détenteurs du capital.

Pendant une longue partie du XX^e siècle, les chefs de gouvernements nouvellement nommés étaient officiellement sommés de passer leur grand oral devant le gouverneur de la Banque de France qui s'assurait ainsi de la probité idéologique de ses futurs serviteurs.

Pour celles et ceux qui doutaient encore, nous savons maintenant très officiellement pour qui roulent nos gouvernements successifs, même ceux, nous promettant de marcher « *en même temps* » sur la jambe gauche (Macron) ou de combattre avec acharnement leur adversaire, la finance (Hollande ou Mélenchon).

CNRS : austérité et blocage des chèques vacances

Selon le CAES⁴ du CNRS, à la demande du CNRS, l'ouverture de la nouvelle campagne des chèques vacances est reportée dans l'attente d'une meilleure visibilité sur le montant de l'enveloppe 2027.

Chaque année, le CNRS fixe le montant d'une enveloppe dédiée aux chèques-vacances, dont la gestion est ensuite confiée au CAES du CNRS. Ce dernier gère les commandes et les envois de cette prestation sociale dans la limite des montants alloués.

Hausse des factures de gaz au 1^{er} octobre

Le gaz a augmenté de 63% depuis cinq ans. Évidemment cette hausse se fait sur le dos des ménages. ainsi, Au 1er octobre 2026, jour de présentation du budget du gouvernement, le prix repère de vente de gaz fixé par la CRE augmente de 6,3 %. C'est un nouveau record historique pour les factures gaz des ménages, sans compter sur la hausse de l'électricité à venir prochainement. Face à cette situation la FNME-CGT revendique

- La baisse des factures de gaz ET d'électricité, avec une fiscalité où l'énergie est reconnue comme un bien de première nécessité (tva 5,5 %), aux coûts réels et justes, permettant l'investissement de long terme et la sécurité d'approvisionnement.
- La planification, à court, moyen et long terme, d'investissements massifs dans l'industrie, intégrant compétences, chaîne d'approvisionnement et les capacités de production « Made in France ».
- Des nationalisations nouvelles, pour l'électricité comme pour le gaz, permettant de bénéficier des avantages de ces énergies complémentaires et non en les opposant.
- La sortie du marché de l'électricité et des gaz, biens essentiels devant être au coût le plus juste en excluant toute spéculation financière.
- La maîtrise publique et démocratique, via une gouvernance tripartite du secteur de l'énergie : État, Usagers et Personnel des IEG (Industries Électriques et Gazières)

Fibre excellence : les représentants syndicaux ont proposé un plan pour la reprise de l'activité sur le site de Tarascon

Les représentants syndicaux de l'usine Fibre excellence de Tarascon ne désespèrent pas de relancer l'activité de leur site, placé en liquidation judiciaire en juillet dernier. Les délégués syndicaux du site, qui employait 270 personnes, ont rencontré des représentants des pouvoirs publics, notamment de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du département des Bouches-du-Rhône et de la Communauté d'agglomération d'Arles (ACCM), lors d'une réunion de suivi.

La pauvreté en hausse

Selon une étude de l'INSEE⁵, le taux de pauvreté a nettement augmenté depuis 2008, passant de 12,9 à 15,9 %. Presque un quart de la population (23,6%) a été confronté à un épisode de pauvreté monétaire entre 2021 et 2023. Et il est de plus en plus difficile de sortir de ces situations de pauvreté (70% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté en 2023 était encore dans cette situation en 2024).

Une autre étude s'appuyant sur les données des Restos du cœur entre 2018 et 2025 indique la même tendance : le nombre de personnes vivant dans une grande pauvreté a augmenté de 37 % et la précarité résidentielle fait un bond de 62 % sûr cette période. L'étude constate aussi que si les politiques publiques peuvent aider à ne pas basculer dans la grande pauvreté, elles ne sont pas très efficaces pour aider à en sortir.

Du côté des salariés, un autre indicateur inquiétant : les demandes d'acompte sur salaire sont en hausse (Entre 10 et 30% de demandes en plus selon les secteurs).

Système de retraite français : une étude récente révèle des disparités considérables entre les bénéficiaires

La pension moyenne nette s'établit autour de 1 650 euros par mois en France. En brut, ce montant oscille entre 1 800 et 1 820 euros mensuels.

Derrière la moyenne nationale se cachent des réalités financières : parcours professionnels, territoires de résidence, régimes d'affiliation... Ces chiffres globaux dissimulent néanmoins des écarts majeurs et masque d'importantes inégalités

Un tour d'horizon des chiffres façonnant le quotidien des retraités français.

Un ancien salarié du secteur privé perçoit en moyenne entre 1 360 et 1 370 euros brut (mensuellement 1190 en net). Les professionnels libéraux touchent approximativement 1 450 euros brut, les fonctionnaires d'État bénéficient de pensions de 2 400 euros brut par mois. Les régimes spéciaux affichent quant à eux une moyenne de 1 940 euros brut.

Le territoire joue un rôle majeur dans les montants perçus.

L'Île-de-France concentre les pensions les plus élevées du pays : Paris arrive en tête avec 2 191 euros de pension moyenne, suivi des Hauts-de-Seine (2 138 euros) et des Yvelines (2 123 euros). Ces départements franciliens affichent des montants largement supérieurs à la moyenne nationale. À l'opposé, les zones rurales concentrent les pensions les plus modestes. Le Cantal fermant la marche avec seulement 1 222 euros mensuels, soit près de 1 000 euros de moins qu'à Paris. La Creuse (1 356 euros) et le Tarn-et-Garonne (1 362 euros) complètent ce trio des départements où les retraités perçoivent le moins.

L'écart hommes-femmes persiste malgré les corrections

Les inégalités demeurent flagrantes dans le système de retraite français. En 2023, les femmes touchaient 1 306 euros brut par mois, (1 187,15 € net par mois)

Des revalorisations successives mais limitées.

Les ajustements ces dernières années. En 2024, les pensions ont connu une hausse substantielle de 5,3% suite aux inflations de 2022 (+5,2 %) et 2023 (+4,9 %). suivie d'une progression de 2,2% en 2025.

Pour janvier 2026, les retraités peuvent compter seulement sur une augmentation de 0,9% de leur pension de base, (rappel cette revalorisation ne concerne pas 2026 mais un rattrapage de l'inflation 2025). L'inflation atteignant 3,0 % sur un an en septembre 2026

Un ralentissement notable s'accompagnant d'une absence totale de revalorisation des pensions complémentaires au 1er novembre 2026.

En 2020, les 10 % des ménages aux retraites les plus élevées ont perçu 59 milliards d'euros de pensions, 17 % de l'ensemble.

Inversement, les 10 % aux retraites les plus modestes ont touché 8,8 milliards d'euros, soit 3 % de l'ensemble. 4 % de retraités vivent sans mutuelle. 20 % ont réduits le niveau de leurs garanties pour faire baisser la facture et 30% envisagent de supprimer leur mutuelle.

INSEE : confirmation de la hausse des prix

Selon l'INSEE⁶, en septembre 2026, les prix à la consommation augmenteraient de 3,0 % sur un an



International ; Solidarité internationaliste

Mois contre l'armement d'Israël

Le mois d'action contre le commerce d'armement avec Israël est officiellement lancé !

Le meeting de lancement à la Bourse du Travail de Paris a réuni collectifs, associations, syndicats et représentants politiques avec succès. Des initiatives sont programmées, en particulier aux portes d'entreprises impliquées dans des contrats avec l'entité sioniste. Vous trouverez le programme sur instagram : <https://www.instagram.com/stoparmingisraelfrance/?hl=fr>

Parti Communiste de Grèce (KKE) : Rubio n'est pas le bienvenu en Grèce

Dans un communiqué, le bureau de presse du Comité central du Parti communiste de Grèce (KKE) souligne : " Le secrétaire d'État américain Marco Rubio n'est pas le bienvenu ! La visite du secrétaire d'État américain Marco Rubio, dans le cadre du dialogue stratégique avec les États-Unis — qui, sous la responsabilité de tous les gouvernements successifs, a accru l'implication de la Grèce dans les plans et les guerres des États-Unis et de l'OTAN — constitue une évolution dangereuse pour notre peuple. Cela est particulièrement vrai en ce moment critique où le Moyen-Orient est en proie aux flammes, où le conflit en Ukraine s'intensifie et où les différents fronts de guerre tendent à fusionner. Le secrétaire d'État américain vient conclure des accords avec le gouvernement de Nouvelle Démocratie — avec le soutien du PASOK, du parti de Tsípras et des autres formations politiques — visant à renforcer encore davantage l'implication de la Grèce dans les plans et les guerres impérialistes, ainsi qu'à revoir l'accord sur les bases américaines pour les pérenniser. Ces bases servent déjà de rampes de lancement pour la guerre et de cibles potentielles pour des représailles, comme l'ont averti la Russie et l'Iran. Il vient obtenir du gouvernement grec de nouveaux engagements, plus importants encore, concernant la participation du pays aux plans énergétiques américains, notamment le « Corridor vertical » dans les Balkans et la transformation de la Grèce en plaque tournante énergétique. Ces plans ne garantissent en rien une énergie bon marché pour la population ; au contraire, ils l'entraînent plus profondément encore dans les rivalités s'intensifiant dans notre région. Il ne saurait y avoir de complaisance face à cette évolution dangereuse représentée par la visite de Rubio en Grèce. La lutte populaire contre l'implication du pays dans les plans dangereux des États-Unis doit désormais s'intensifier. Notre pays doit cesser d'agir en agresseur contre d'autres peuples et de s'exposer à des représailles ! Le secrétaire d'État américain Marco Rubio n'est pas le bienvenu ! Le KKE appelle les travailleurs, le peuple et la jeunesse à apporter une réponse combative en participant massivement aux manifestations organisées par les syndicats et le mouvement anti-guerre contre la visite de Rubio. Qu'ils clament haut et fort : Dehors les assassins ! Dehors leurs bases ! La Grèce doit se désengager immédiatement des guerres ! Aucun sacrifice pour leurs profits et leurs guerres ! Aucune confiance envers le gouvernement ! » et les partis favorables à l'implication dans la guerre ! ".

Bas les pattes devant le Parti Communiste du Mexique

Le 2 octobre, la police mexicaine a violemment agressé des membres du Parti communiste du Mexique (PCM) et du Front de la jeunesse communiste (FJC) alors qu'ils se rendaient à une manifestation commémorant le massacre de Tlatelolco de 1968⁷. Huit communistes ont été arrêtés et plusieurs ont été blessés lors de l'intervention policière.

La jeunesse communiste de Grèce (KNE) soutient les luttes des lycéens et étudiants en France

«Victoire pour la lutte des lycéens en France!», souligne le Bureau de presse du Conseil central de la KNE dans un communiqué sur les manifestations des élèves à grande échelle, en soulignant ce qui suit: «Nous saluons et exprimons notre solidarité avec les milliers de lycéens – garçons et filles – qui ont envahi les rues de France pour réclamer “Pour tous l'éducation”, le slogan phare de leurs manifestations. Des classes de 35 élèves, des écoles sans chauffage, des milliers de postes d'enseignants vacants, les barrières de classe et la discrimination brossent le véritable tableau du système éducatif français, considéré comme un «modèle» par le gouvernement grec et l'opposition convenable. Les jeunes réagissent massivement aux coupes budgétaires dans l'éducation, alors que le gouvernement français, comme dans le reste de l'UE, dépense des milliards en équipement militaire, au détriment des salaires, de la santé et de l'éducation. Nous condamnons la répression brutale exercée par les forces de l'ordre, elle s'est soldée par des milliers de manifestants arrêtés et blessés, par des violences physiques et par l'utilisation de gaz lacrymogènes. Une pancarte brandie par un lycéen manifestant était particulièrement éloquent: «Peut-on discuter sans que vous nous tiriez des gaz lacrymogènes dessus?». Telle est la «démocratie» de façade régnant dans toute l'Union européenne, qui brandit le fouet contre quiconque lève la tête et défend ses droits. En France, en Grèce et partout dans le monde, ceux pensant pouvoir empêcher les jeunes de se battre, de revendiquer leurs droits et de rêver d'un monde meilleur se font des illusions.

Jeudi 8 octobre, ce sera au tour des élèves en Grèce, qui organisent la Journée d'action nationale dans les établissements scolaires partout dans le pays!».

Cette solidarité du KNE s'est traduite concrètement en France par des distributions de tracts de jeunes étudiants grecs qui ont diffusé le communiqué de solidarité du KNE.

Crise du logement : énorme manifestation en Espagne

La crise du logement a déclenché d'importantes manifestations à Madrid après l'expulsion de María del Carmen Abascal, 87 ans, de l'appartement qu'elle occupait depuis 1956. Des milliers de personnes ont manifesté dans la capitale et des centaines de tentes ont été installées sur la Puerta del Sol. Les protestations se sont propagées simultanément à d'autres régions d'Espagne, où le coût du logement et les expulsions sont devenus un conflit social de plus en plus grave. Le cas d'Abascal est devenu symbolique car son appartement était loué par sa famille depuis près de sept décennies. Après le changement de propriétaire, le loyer a fortement augmenté et sa pension ne suffisait plus. Lors de son expulsion, elle a été évacuée sur une civière après que la police a dispersé les personnes qui tentaient de l'empêcher. Les manifestations ont rassemblé environ 25 000 participants selon les autorités, tandis que le syndicat des locataires a avancé des chiffres nettement supérieurs. Derrière ce cas individuel se cache un conflit matériel plus vaste. Selon l'Office national des statistiques espagnol, les prix de l'immobilier ont augmenté de 12,2 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2026, tandis que les logements d'occasion ont progressé de 12,9 %. Les prix de l'immobilier ont ainsi continué de grimper en flèche, alors même que de plus en plus de ménages peinent à joindre les deux bouts. C'est cette situation qui fait de la question du logement bien plus qu'un simple contrat de location. Pour ceux qui travaillent et dépendent de leur salaire, le logement est un élément essentiel à la reproduction de la population active. Lorsque les loyers augmentent plus vite que les revenus, une part plus importante du salaire est consacrée au maintien du logement. Parallèlement, le logement est considéré comme un actif pouvant être acheté, vendu et utilisé à des fins lucratives. Les manifestations ont déjà contraint le gouvernement à agir. Ce dernier a présenté des mesures prolongeant la protection contre certaines expulsions jusqu'en 2030, réglementant les locations de courte durée et les locations de chambres, et limitant certains achats immobiliers spéculatifs. Abascal a également obtenu un accord lui permettant de réintégrer son logement à un loyer nettement inférieur. Toutefois, ces mesures doivent être examinées par le Parlement, et le mouvement des locataires continue de réclamer des changements plus profonds. Il existe une différence importante entre une telle concession et la résolution du problème du logement lui-même. Un cas particulier peut certes justifier une intervention gouvernementale, mais tant que le logement est aussi considéré comme un investissement, la contradiction fondamentale entre le logement comme besoin humain et le logement comme actif économique persiste. Les manifestations de Madrid illustrent comment cette contradiction peut se transformer, à partir d'expulsions individuelles, en un conflit social plus vaste.

Solidarité avec Cuba : Une délégation du syndicat indien CITU s'est rendue à Cuba



Une délégation du syndicat indien CITU⁸ s'est rendue à Cuba du 18 au 20 septembre dans le cadre d'une campagne de solidarité, rapporte la FMS. La délégation, conduite par le secrétaire général du CITU, Elamaram Kareem, a rencontré les dirigeants de la CTC, la principale organisation syndicale cubaine, à La Havane et a visité l'un des principaux hôpitaux de la ville. Le CITU a remis des fonds de solidarité et des médicaments collectés lors d'une campagne auprès des travailleurs indiens. Cette visite intervient alors que Cuba traverse une grave crise énergétique. Le coordinateur des Nations Unies à Cuba a décrit comment les pénuries de carburant affectent la production d'électricité, les soins de santé, l'approvisionnement en eau et d'autres services sociaux essentiels. Reuters a rapporté en septembre qu'une restriction pétrolière américaine imposée à Cuba avait aggravé les pénuries de carburant et que le réseau électrique avait subi des pannes totales répétées au cours de l'année. Le blocus américain et le durcissement des restrictions sur le carburant sont également au cœur d'un conflit international. En juillet 2026, l'Assemblée générale des Nations Unies a repris le débat sur l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba. Lors de la précédente résolution, en octobre 2025, 165 pays avaient voté pour la levée de l'embargo, sept contre et douze s'étaient abstenus. En 2026, le système des Nations Unies a également documenté les conséquences humanitaires de la pénurie de carburant. La CITU décrit cette visite comme un acte de solidarité du mouvement syndical international envers Cuba et la lie à la résistance aux pressions économiques et politiques américaines. Quelles que soient les interprétations

politiques du système social cubain, la crise énergétique a des conséquences matérielles concrètes pour les personnes travaillant dans la santé, les transports, l'industrie et d'autres secteurs sociaux. Lorsque le carburant vient à manquer, le problème ne se limite pas à l'État ou aux entreprises : les professionnels de santé ont plus de difficultés à prodiguer des soins, les transports sont perturbés et les travailleurs en subissent les conséquences au quotidien. L'aspect le plus concret de l'action solidaire de la CITU réside donc non pas dans la rhétorique, mais dans le transfert de ressources matérielles : des médicaments à un hôpital et un soutien financier à l'organisation syndicale cubaine. La solidarité syndicale internationale prend ainsi un sens pratique lorsque les travailleurs d'un pays tentent de contribuer aux fonctions sociales et ouvrières d'un autre pays soumis à de fortes pressions économiques.

Italie : grève dans le secteur des transports

En Italie, les dockers se sont mis en grève le 28 septembre et les contrôleurs aériens ont mis en place des mesures le 30 septembre. Il ne s'agit pas d'une grève générale européenne unifiée, mais de plusieurs conflits distincts qui affectent simultanément des pans entiers de l'infrastructure européenne. Le registre des grèves du ministère italien des Transports confirme, entre autres, la grève nationale des contrôleurs aériens du 30 septembre.

Taïwan : les salariés d'une usine Micron votent pour une grève

Des centaines de salariés d'une usine Micron Technology à Taïwan ont voté en faveur d'une grève⁹, a annoncé mercredi le syndicat représentant les employés, après l'échec des discussions avec le géant américain des puces mémoire sur une réforme des primes.

Les fabricants de semi-conducteurs, dont Micron, ont vu leurs bénéfices s'envoler avec l'explosion de la demande liée à l'essor de l'intelligence artificielle, et de nombreux salariés demandent une part plus importante de ces profits.

Fin de la grève à Airbus Espagne : ce qui a été obtenu l'a été par les mois de grève historique

Fin de la grève d'Airbus en Espagne, après le vote sur les propositions conclues entre la direction d'Airbus, les syndicats pro-patronat et le soutien appuyé du ministre du travail.

Le référendum a été soumis au vote de l'ensemble du personnel d'Airbus Espagne les 30 septembre et 1er octobre. Sur les 14.500 salariés de l'entreprise 13.560 (87,33%) ont participé à la consultation, 76,76 % ont voté pour l'accord, 20,26 % contre et 2,98 % se sont abstenus.

L'accord apporte des améliorations : l'augmentation salariale indexée sur l'inflation. Les salaires sont liés à L'IPC réel ; augmentation de 7,95% des salaires sur quatre ans pour rattraper la perte du pouvoir d'achat ; prime de 2.000 € brut versée fin octobre ; télétravail maintenu à 2 jours par semaine ; l'accord élargit la flexibilité offerte aux travailleurs pendant la période de vacances, passant d'une semaine à deux semaines ; suppression de l'indice d'absentéisme de Bradford, qui pénalisait financièrement les arrêts maladie et baisse du prix du repas à la cantine de 5 euros à 3,50 euros.

L'accord validé, dénoncé par les grévistes comme étant insuffisant est loin de répondre aux revendications des grévistes, ils demandaient, entre autres, une augmentation des salaires de 18 %.

Tout ce qui a été obtenu l'a été par les mois de grève historique¹⁰ initiée par les salariés rejoints par les syndicats CGT, UGT, UTIL et non par un quelconque dialogue social entre la direction d'Airbus et les syndicats pro-patronat ATP-SAE, CCOO, SIPA

Airbus a été contraint de lâcher Pour les actionnaires, il fallait préserver à tout prix la fin de l'année, leur principale préoccupation reste la cadence du quatrième trimestre : la reprise complète de l'activité dans les usines espagnoles conditionne une partie des livraisons nécessaires, pour atteindre l'objectif annuel, le groupe vise 870 livraisons en 2026, actuellement Airbus a livré un total de 418 avions commerciaux à 82 clients à travers le monde.

La grève est finie, clairoignent la direction et la presse, mais rien n'est joué. La CGT a lancé une action en justice pour non-respect du droit de grève. Selon le droit du travail espagnol le référendum aurait dû être négocié avec le comité de grève et voté uniquement par les grévistes. La CGT demande 200.000 € de compensation pour le syndicat et le versement de 25.000 euros à chaque salarié ayant soutenu les grèves. Décision sera rendue le 4 novembre 2026.

Des élections syndicales sont prévues en 2027, la colère est toujours là et inquiète la direction d'Airbus, le directeur général Guillaume Faury avait déclaré que le nombre de votes contre démontrait qu'il restait " beaucoup à faire pour répondre aux attentes " de l'ensemble des salariés.

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/1403-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-13-du-14-avril-2021>

[2](https://www.ici.fr/occitanie/gard-30/nimes/video-greve-a-l-imperator-nouvel-echec-des-negociations-on-prend-les-femmes-de-chambre-pour-des-cons-clame-la-cgt-6956615?shem=dsdf,sharefoc,agadiscoverddl,sh/x/discover/m1/4) <https://www.ici.fr/occitanie/gard-30/nimes/video-greve-a-l-imperator-nouvel-echec-des-negociations-on-prend-les-femmes-de-chambre-pour-des-cons-clame-la-cgt-6956615?shem=dsdf,sharefoc,agadiscoverddl,sh/x/discover/m1/4>
[3](https://cloud.cgt.fr/index.php/s/4JroPKiezpbRCF6?dir=/&editing=false&openfile=true) <https://cloud.cgt.fr/index.php/s/4JroPKiezpbRCF6?dir=/&editing=false&openfile=true>
[4](https://www.caes.cnrs.fr/) <https://www.caes.cnrs.fr/>
[5](https://www.insee.fr/fr/statistiques/9058410) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/9058410>
[6](https://www.insee.fr/fr/statistiques/9056956) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/9056956>
[7](https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_Tlatelolco) https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_Tlatelolco
[8](https://en.wikipedia.org/wiki/Centre_of_Indian_Trade_Unions) https://en.wikipedia.org/wiki/Centre_of_Indian_Trade_Unions ; <https://www.cituap.org/about-us/>
[9](https://fr.finance.yahoo.com/actualites/ta%C3%AFwan-salari%C3%A9s-dune-usine-micron-072916896.html?shem=dsdf,sharefoc,agadiscoverddl,sh/x/discover/m1/4) <https://fr.finance.yahoo.com/actualites/ta%C3%AFwan-salari%C3%A9s-dune-usine-micron-072916896.html?shem=dsdf,sharefoc,agadiscoverddl,sh/x/discover/m1/4>
[10.](#) Cf. Résumé économique et social : n° 284 18 juin 2026 ; n° 897 17 septembre 2026 ; n° 299 1 octobre 2026

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource

que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement